

les mêmes mesures contre le prolétariat et les fonctionnaires. Ce gouvernement doit permettre aux ouvriers de persévérer dans le chemin de l'antifascisme au prix de défaites journalières. Socialistes et centristes perçoivent déjà que le prix de leur survivance comme forces de domination du capitalisme réside dans leur adaptation à une situation d'Etat démocratique réformée, c'est-à-dire centralisée en vue des conflits inter-impérialistes et de la compression des classes autour de l'Etat. Les socialistes proclament donc qu'ils ne verront aucune limite à leur appui à un gouvernement vraiment républicain. Quand aux centristes qui adoptent, comme position centrale l'obtention de la dissolution des ligues fascistes et la R. P. de la Chambre actuelle, puis veulent la dissolution de celle-ci, ils disent ouvertement par la voix de Thorez qu'eux aussi aiment leur patrie.

Concrètement cela signifie que centristes et socialistes sont prêts aux pires compromissions pour empêcher une conversion de la démocratie réformée vers le fascisme et pour cela même ils offriront au capitalisme une garantie extrêmement importante pour ce dernier. Pas de grève contre les projets Marchandau, mais de grands cris d'indignation et peut-être quelques manifestations déclamatoires. Et demain, peut-être, si la nécessité s'en faisait sentir, ils seront victimes de ces lois répressives tout comme les socialistes espagnols furent les victimes des forces répressives qu'ils aidèrent à constituer contre le prolétariat.

Le cabinet Flandin montre que le capitalisme, et particulièrement ses sommets dirigeants, s'oriente vers une réforme démocratique de l'Etat par les voies qui veulent encore exclure le recours à la force répressive, comme par exemple en Espagne, pour miser sur le travail contre-révolutionnaire des centristes et socialistes. La durée du ministère Flandin dépend du temps que le capitalisme doit encore parcourir avant d'arriver à la guerre. Si cette dernière devait éclater, dans les mois prochains, Flandin serait peut-être l'artisan de la transformation du « front populaire » en un « Front national ». Dans l'hypothèse contraire Flandin s'effacera pour faire place à des formations politiques qui, comme Dollfuss en Autriche, Lerroux en Espagne, lanceraient contre la résistance désespérée des masses toutes les forces de l'armée, de la police, de l'aviation.

La gueule de loup du capitalisme se montrera dans toute sa hideur avec les Tardieu et consort qui, demain, quand le moment sera venu pousseront les travailleurs dans un entre-égorgement fratricide, mais d'où surgira cependant l'éclat fulgurant des batailles révolutionnaires.

Le problème de la Sarre et la guerre

La tension qui s'est manifestée ces dernières semaines autour du plébiscite de la Sarre a posé ouvertement le problème de la guerre impérialiste comme seule issue possible aux contrastes qui déchirent les entrailles du capitalisme. Le régime actuel est torturé par l'enfantement pénible d'une conflagration qui doit exterminer le prolétariat en même temps que procéder à une nouvelle répartition du globe.

La lutte entre la France et l'Allemagne pour la Sarre se ressent des difficultés qu'éprouve la bourgeoisie internationale à donner le jour à la guerre. Et c'est pourquoi les menaces de putsch allemand le 13 janvier, la concentration de troupes françaises en Alsace-Lorraine pour parer à cette éventualité, la lutte entre le « Front du travail » naziste et la commission de gouvernement appuyée par centristes et socialistes, sont tous des éléments encore chaotiques, contradictoires qui peuvent déterminer un accouchement avant terme de la guerre, comme ils peuvent parfaitement

se résorber pour s'exprimer par après dans l'explosion de l'ensemble des contradictions intercapitalistes.

La confusion qui existe aujourd'hui à l'échelle internationale et qui s'exprime le mieux dans la tension franco-allemande entraînant les pays balkaniques d'une part, qui se manifeste aussi dans les rapports entre les grandes puissances orientées vers le partage de l'Asie d'autre part, (à ce sujet la Conférence navale de Londres est très significative) découle d'une période où la guerre impérialiste mûrit déjà son cours et où le problème décisif pour chaque Etat n'est plus de palabrer dans des Conférences, mais bien de rechercher en correspondance ou non avec des positions antérieures des solides alliances militaires autrement importantes que les traités ou pactes sur la limitation des armements. La confusion qui se manifeste dans les Conférences internationales dites de « paix » trouve sa source dans cette cause, comme d'ailleurs la confusion qui se manifeste dans les tensions entre Etats capitalistes procède de recherches fiévreuses vers la conclusion d'alliances militaires.

La Conférence navale de Londres et la tension autour de la Sarre sont deux anneaux d'une même chaîne dont l'un peut précipiter le cours de l'autre. Il s'agit pour nous de voir exactement la portée du conflit qui oppose la France à une Allemagne qui est parvenue à se renforcer internationalement en détachant la Pologne de la France, en accentuant ses liaisons avec la Hongrie, en agissant activement en Roumanie.

L'impérialisme allemand dont la dernière carte de salut, plus que pour les autres Etats, est la guerre impérialiste, a certainement supposé — mais seulement supposé — qu'il pourrait lier le problème de la Sarre à celui du déclenchement de la guerre en cas d'une issue défavorable à ses intérêts. Les menaces de ces jours de putsch naziste en Sarre le 13 janvier, auraient pu se préciser dans la mesure même où les conditions pour la guerre se seraient immédiatement précisées. Dans le cas contraire, ces menaces auraient fournis matière à de longues discussions diplomatiques entre les gouvernements ou au sein de la Société des Nations. La réponse de la France, déclarant vouloir occuper la Sarre en cas de putsch fasciste aura, en somme, permis au capitalisme allemand de pousser à la mobilisation des ouvriers allemands autour de la résistance à l'« impérialisme français » menaçant d'occuper des « terres allemandes ».

En tous cas l'Allemagne pose le problème de la Sarre en fonction de la guerre et l'impérialisme français comprend lui aussi que pour maintenir ses positions il ne suffira pas d'appuyer les « fronts de liberté » ou de faire des concessions de forme, mais qu'il faudra riposter par des déclarations de guerre.

La menace de putsch naziste d'une part, la réponse d'occupation des troupes françaises ensuite, le renforcement des forces répressives de la Commission de gouvernement de la Sarre, la découverte de complots hitlériens contre M. Knox, M. Braun et des chefs communistes, sont tous des éléments qui préparent admirablement un échauffement du chauvinisme en France et en Allemagne. En ce sens, même si le 13 janvier se déroulait sans avoir des conséquences immédiatement importantes, toutes les frictions entre l'Allemagne et la France auraient quand même permis d'élargir le front intercapitaliste qui s'est substitué au front interclasses dans la Sarre.

Et ainsi se vérifie ce que nous avons déjà proclamé auparavant : statu quo ou rattachement à l'Allemagne, le problème de la Sarre pose inévitablement le problème de la guerre. Y participer pour l'une ou l'autre des solutions capitalistes et non pour y opposer les solutions spécifiques au but historique du prolétariat, c'est inévitablement travailler pour la guerre impérialiste et contre la révolution mondiale. La social-démocratie internationale a probablement compris, avant le centrisme, la signification et l'enjeu du problème de la Sarre. Dans son manifeste international lancé pour appuyer la « paix », les réformistes poussent à la guerre, car ils demandent une